

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024

Publié le 03/04/2024

ID : 029-242900801-20240329-DCC2024_054-DE

RAPPORT DE MUTUALISATION 2023

La mutualisation des moyens peut se définir comme la mise en place, temporaire ou pérenne, d'une logistique commune à deux ou plusieurs personnes morales : ressources humaines, équipements informatiques, culture (bibliothèques...), voirie, espaces verts...

La notion de mutualisation renvoie à des réalités très variées : groupements de commandes, prestations, mises à disposition, service commun... Les moyens partagés peuvent être de différente nature : personnel, moyens techniques ou financiers, patrimoine ...

La mutualisation est un gage d'efficacité de l'action publique, puisqu'elle permet de fournir à une collectivité des supports utiles, voire indispensables, à l'accomplissement de ses missions, alors même qu'elle ne disposerait pas de ressources suffisantes pour les financer intégralement.

Elle est également un enjeu essentiel de la maîtrise des dépenses publiques locales, puisque la mise en commun permet des économies d'échelle et évite des doublons.

1. Contexte :

1.1. Cadre réglementaire

Le code général des collectivités territoriales (article L.5211-39-1) fixe le cadre de la mutualisation :

« Afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut établir un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Le projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement. [...]

Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant. »

1.2. Historique de la mutualisation sur le territoire, fruit d'une volonté politique forte

1.2.1. Un premier schéma adopté en 2015

A partir de 2014, les élus de la CCPLD ont souhaité s'engager dans une réflexion globale et collective sur la mutualisation. Outre la volonté politique des élus de trouver des synergies en matière de mutualisation, l'élaboration du schéma de mutualisation répondait alors à une obligation légale introduite par la loi Réforme des Collectivités Territoriales du 16 décembre 2010 et présentait un intérêt lié au maintien de la DGF.

La CCPLD a adopté son premier schéma de mutualisation en décembre 2015, à l'issue d'un processus de concertation qui s'est échelonné sur une année.

De nombreuses actions de mutualisation ont été menées :

2015	Service mutualisé de l'instruction des autorisations d'urbanisme Groupements de commandes
2016	Prestations de passation des marchés pour les communes Service commun des finances entre la CCPLD et Landerneau
2017	Garage commun entre la CCPLD et Landerneau Mutualisation du responsable de l'école de musique entre Loperhet et Landerneau 3 communes rejoignent le service urbanisme
2018	Démarche de suivi des mobilités professionnelles dans le cadre des compétences eau potable et assainissement Enquête sur les pratiques des CCAS Etude de mutualisation du service informatique
2019	Stabilité des formats de mutualisation Mise en place de prestations du garage à destination des communes
2020	Extension de la mutualisation du service informatique aux communes
2022	Partage d'un outil d'analyse financière rétrospective et prospective CAPLD/communes

1.2.2. Un second schéma adopté en 2023

Suite aux élections de 2020, la CCPLD a lancé l'élaboration de son deuxième Projet de territoire exprimant un projet politique fort entre la Communauté et les 22 communes qui la composent. Ce Projet de territoire est le fruit d'une démarche collective avec les élus, les forces vives du territoire et les habitants. Son élaboration a débuté par la réalisation d'un diagnostic territorial et a abouti à la définition de plusieurs grandes orientations prioritaires pour le territoire, déclinées en axes stratégiques. L'une des grandes orientations dégagées est le développement des coopérations, des coordinations et des mutualisations, inscrite de manière transversale dans le Projet territoire.

Le renouvellement de mandature et l'élaboration d'un projet de territoire 2021-2026 a naturellement amené les élus à renouveler le schéma de mutualisation et à le positionner comme un outil de mise en œuvre des nouvelles orientations politiques.

Le deuxième schéma de mutualisation de la CAPLD a été approuvé le 9 février 2023.

1.2.3. Principes de gouvernance

Les élus ont défini des principes de gouvernance qui constituent le socle commun sur lequel s'appuient le schéma et les projets de mutualisation qui en découleront.

Chaque projet de mutualisation doit être mené dans le respect de ces quatre principes :

1. Un projet de mutualisation à l'échelle du territoire impliquant des principes d'adhésion modulables : tendre vers une adhésion de l'ensemble des communes du territoire, par rapport à des mutualisations à géométrie variable, avec un objectif global de maintien de la stabilité de l'organisation des services au niveau du territoire.
2. Un accompagnement de la Communauté d'agglomération capable de soutenir les communes dans leurs projets de mutualisations « inter-communales »
3. Une politique commune de l'emploi territorial permettant une organisation valorisant les compétences et les mobilités internes du territoire. Une politique des ressources humaines concertée est nécessaire comme socle de développement des projets de mutualisation.
4. Un financement des mutualisations partagé, équitable et optimisé.

Le présent rapport de mutualisation dresse d'une part le bilan, pour l'année 2023, de l'activité des services mutualisés et fait état d'autre part des actions menées pour la mise en œuvre du schéma de mutualisation.

2. Bilan d'activité 2023 des services mutualisés

2.1. Service d'instruction des autorisations d'urbanisme

Le service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme, créé le 1^{er} juin 2015, est issu d'un rapprochement entre la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas (CAPLD) et la Communauté de communes de Lesneven-Côtes des Légendes (CLCL).

Le service intervient pour 35 communes réparties sur les deux territoires.

Il compte 7 agents dont deux sont mis à disposition par la CLCL.

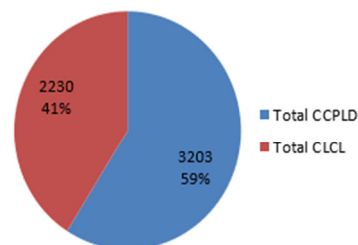
Nombre de dossiers déposés et répartition entre les communes de la CLCL et de la CAPLD du 01/01/2023 au 31/12/2023

Nombre de dossiers déposés par EPCI :

- la CLCL (13 communes) : 2230

- la CAPLD (22 communes) : 3203

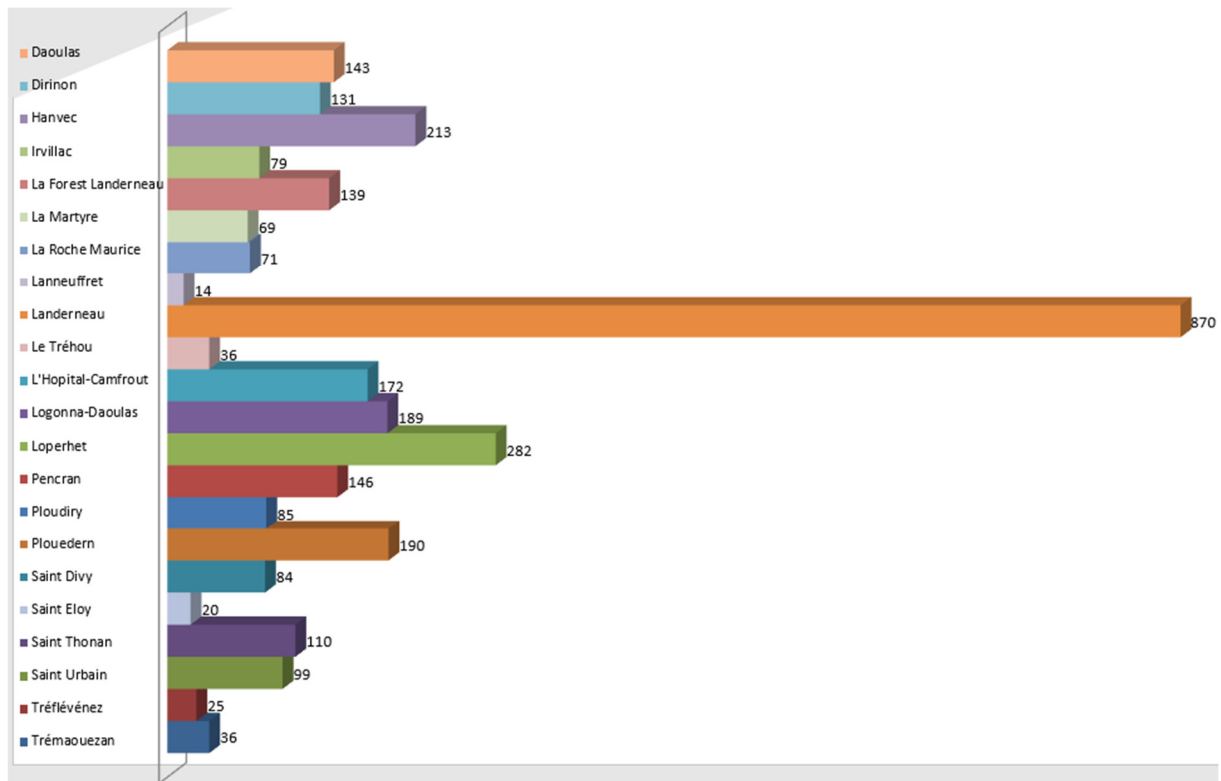
Total (35 communes) : 5433



Rappel : en 2022, 2513 dossiers pour la CLCL et 3331 dossiers pour la CAPLD, soit un total de 5844 dossiers.

Une activité d'instruction « dans la norme des dernières années », après le record d'instruction de dossiers observé sur l'année 2021 (6338 dossiers) et une année 2022 assez soutenue également.

Nombre de dossiers répartis par commune sur le territoire de la CAPLD - 2023



Synthèse 2023 du dépôt numérique et évolution par rapport à l'année 2022 CAPLD

Depuis le 1^{er} janvier 2022, le service reçoit des demandes d'autorisations d'urbanisme de manière dématérialisée. Le nombre de dossiers déposés sur le guichet numérique ne cesse d'augmenter depuis (représentant plus des 2/3 des dépôts en 2023).

	CU	DP	PC	PA	PD	Total Dossiers
pourcentage de dépôt numérique année 2022	66,74%	39,19%	62,18%	73,91%	100%	55,08%
pourcentage de dépôt numérique année 2023	83,85%	50,39%	80,93%	93,75%	46,15%	68,19%
évolution	+25,64%	+28,58%	+30,15%	+26,84%	-53,85%	+23,80%

Par rapport à 2022, le dépôt numérique a augmenté de près de 24% (la proportion de Permis de Démolir n'étant pas significative, car ne représentant que 13 dossiers sur les 3078 dossiers instruits au total).

Cela confirme le changement dans les pratiques, et cette proportion de dépôts sur le guichet numérique devrait continuer à s'affirmer en 2024.

Bilan financier

ANNEE 2023 - FACTURATION ADS - REPARTITION CAPLD/CLCL		
Répartition de la masse salariale + frais de fonctionnement		
. Masse salariale du service urbanisme 0,7 ETP responsable + 5 ETP instructeurs	257 119 €	
. Coût de fonctionnement du service (locaux, matériel, courrier, ...) 10% de la masse salariale	25 712 €	
. Coût de fonctionnement du logiciel Oxalis	7 500 €	
Total coût service urbanisme année 2023	290 331 €	
En fonction de la population DGF au 01/01/2023		
. Population total DGF CAPLD 2023	50614	64 %
. Population total DGF CLCL 2023	28119	36 %
Total population DGF 2023	78733	
. Coût à la charge de la CAPLD 2023 (64%)	186 641 €	
. Prise en charge par la CAPLD (délibération CC du 26/06/2016)	80 000 €	
. Coût à la charge des communes CAPLD 2023	106 641 €	
. Coût à la charge de la CLCL 2023 (36%)	103 690 €	
. Coût à la charge des communes CLCL 2023	103 690 €	

L'instruction des autorisations d'urbanisme est, en partie, refacturée aux communes de la CAPLD.

La CAPLD prend à sa charge un montant de la prestation : 80 000 euros. Le coût restant à payer par les communes s'élève à 106 641 euros, coût ventilé entre les 22 communes au regard de leur population DGF.

2.2. Le garage

Le service mutualisé est ouvert :

- à la Communauté d'agglomération et à la ville de Landerneau (à l'origine de ce service commun depuis 2017),
- à Eau du Ponant (janvier 2019) : poursuite d'entretien des véhicules du SPAC et du SPANC, services délégués à Eau du Ponant.
- à toutes les autres communes de la Communauté depuis juillet 2019.

Le service assure la maintenance, l'entretien, les contrôles techniques et réglementaires des véhicules et du matériel ainsi que le renouvellement du parc :

- En accompagnant les collectivités fondatrices dans l'élaboration des cahiers des charges pour l'acquisition de nouveaux matériels,
- En prodiguant des conseils de gestion des véhicules présentés par les communes faisant appel au service,
- En assurant la gestion et le suivi de l'ensemble de la flotte grâce à un logiciel professionnel qui permet ensuite d'extraire les facturations selon la collectivité,
- Le service assure également des petits travaux de serrurerie.

Les conditions de portage financier

Les investissements

Les nouveaux équipements ou travaux à réaliser sur le garage sont portés par la Communauté et viennent impacter les tarifs proposés.

Le fonctionnement

Chaque intervention fait l'objet d'un enregistrement dans le logiciel de suivi d'activités.

Un ordre de réparation permet de décrire le travail effectué, le temps passé et le coût de l'intervention.

La grille tarifaire réactualisée chaque année différencie les tarifs de la Communauté et la Ville, des autres partenaires.

Une facturation trimestrielle est assurée.

Le bilan d'activité 2021-2023

	Ville CCAS	CAPLD	Autres Communes EDP (Sur 6 mois)	Ville CCAS	CAPLD	Autres Communes EDP	Toutes collectivités
	Nb d'OR	Nb d'OR	Nb d'OR	Nb heures	Nb heures	Nb heures	Total heures
2021	436	286	76	1432	855	414	2 701
2022	396	266	89	1323	640	379	2 342
2023	435	254	152	1498	725	453	2676

2023

La part d'heures affectées (facturation OR) 2676 heures est en légère hausse par rapport à 2022 mais reste inférieure à 2021. En 2023, le service a diversifié ses activités et élargi son champ d'intervention : travaux de serrurerie, maintenance de la station de lavage, réparations aux déchèteries....

L'ouverture du garage vers les autres communes de territoire poursuit sa montée en puissance avec désormais des conventions signées avec les communes de Pencran, Loperhet, Plouédern, St Divy, St Thonan, St Urbain, Trémaouézan, Logonna-Daoulas, L'Hôpital-Camfrout et Lanneuffret, ainsi qu'Eau du Ponant,

2024

La commune de Daoulas a sollicité la passation d'une convention, qui sera effective en 2024.

Les projets :

- acquisition d'un second pont véhicules légers,
- installation d'une porte sectionnelle,
- acquisition d'un nouvel outil de diagnostic et d'un équipement pour réaliser des géométries.

	2021	2022	2023
<i>Dépenses</i>			
<i>Frais de personnel</i>	149 533 €	142 660 €	165 725 €
<i>Autres dépenses</i>	146 359 €	142 805 €	230 325 € *
<i>Total</i>	295 893 €	285 465 €	396 050 €
<i>Recettes (refacturation + frais de structure)</i>	287 171 €	255 413 €	347 950 €
<i>Solde</i>	8 722 €**	30 052 €**	48 101 €**

*La variation s'explique par la prise en compte en 2023 de l'ensemble des dépenses du garage (notamment l'énergie) via un meilleur fléchage.

** Le solde correspond à la valeur des pièces achetées dans l'année par le garage mais non refacturées aux usagers du service au 31 décembre (stock de pièces).

Montant des recettes correspondant aux refacturations des OR (main d'œuvre, pièces, prestation) et des frais de structure

	2021	2022	2023
Communauté	89 237€	86 140€	122 083€
Ville CCAS	156 481€	136 170€	178 545€
EDP et communes	41 451€	33 103€	47 322€
Total	287 171€	255 413€	347 950€

2.3. Les écoles de musique

Depuis septembre 2022, la commune de Landerneau met à disposition de la Ville de Loperhet le responsable de l'école de musique, pour appliquer le projet pédagogique de chaque établissement. La convention a été reconduite jusqu'au 1^{er} janvier 2024 avec une répartition du temps de travail modifiée : 60% pour Landerneau / 40% pour Loperhet.

Le responsable des écoles de musique intervient dans les 2 établissements sur les bases suivantes :

- Suivi trimestriel effectué par un comité technique et pédagogique : meilleure lisibilité et amélioration de la connaissance réciproque de chaque école,
- Satisfaction des usagers et des élus,
- Conservation des modes de fonctionnement de chaque école,
- Harmonisation des projets pédagogiques,

- Projet d'enseignement musical rayonnant sur le territoire : auditions communes, master class en lien avec les acteurs culturels locaux,
- Maitrise des coûts administratifs.

BILAN 2023

- Tarifs des communes non conventionnées : tarif HC harmonisé depuis sept 23
- **Harmonisation des conventions** des communes non conventionnées : étude tarifaire à la demande des communes non conventionnées
- **Recrutement des professeurs** :
 - 2 professeurs en commun : harpe et batterie,
 - mise à disposition du professeur de trompette depuis sept 23,
 - formation de rentrée commune aux 2 écoles de musique depuis 2016.

2.4. Les services communs : Ressources humaines, Finances, Commande publique, Systèmes d'information

Les quatre services communs sont regroupés au sein d'une même direction. Ils sont rattachés à la CAPLD et mutualisés avec la Ville de Landerneau dans le cadre d'une convention, qui définit les modalités de mise en œuvre de la mutualisation et les conditions de refacturation.

Les services communs interviennent sur les fonctions dites « support » et emploient 28 agents répartis comme suit :

Total des effectifs	28
DMG / direction des moyens généraux	1
SCP / service commande publique	4
SRH / service ressources humaines	7
SSI / service des systèmes d'information = informatique + SIG (système d'information géographique)	8*
SFi/ service finances	8

*Sur les 8 agents du service des systèmes d'information, 3 interviennent uniquement dans le cadre de la mutualisation avec les communes. Leur temps de travail et le coût associé ne sont donc pas comptabilisés dans le cadre de la refacturation des services communs à la Ville de Landerneau.

2.4.1. Mutualisation avec la Ville de Landerneau

Bilan financier 2023 des services communs :

Le coût des services est ventilé selon des clés de répartition :

DMG	forfaitaire 50% / 50%
SCP	temps passé
SRH	nombre de salaires réalisés pour chaque collectivité
SI	temps passé
SIG	forfaitaire 100% pour la CCPLD
SFI	nombre d'écritures

Clé de répartition		2021		2022		2023	
clés	base de répartition	Landerneau	CCPLD	Landerneau	CAPLD	Landerneau	CAPLD
DMG	quotité forfaitaire	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SCP	temps passé	20,84%	79,16%	34,30%	65,70%	26,40%	73,60%
SRH	nombre de paies	61,31%	38,69%	60,61%	39,39%	60,17%	39,83%
SSI	temps passé	58,00%	42,00%	55,48%	44,52%	58,00%	42,00%
SIG	100% CCPLD	0,00%	100,00%		100,00%		100,00%
SFi	nombre d'écritures	52,00%	48,00%	52,00%	48,00%	55,00%	45,00%
répartition totale		49,15%	50,85%	47,12%	52,88%	47,65%	52,35%

	2021		2022		2023	
nombre d'emplois permanents	25		26		25	
collectivité	Landerneau	CCPLD	Landerneau	CCPLD	Landerneau	CCPLD
masse salariale payée en n = salaires + frais + correctif (n-1)	514 253 €	534 017 €	613 331 €	693 420 €	675 172 €	748 623 €
coût salaires	1 048 270 €		1 306 751 €		1 423 795 €	
coût de fonctionnement de (n-1) = loyer + frais	56 000 €	56 000 €	60 433 €	62 748 €	61 070 €	60 222 €
coût fonctionnement	112 000 €		123 180 €		121 292 €	
total	570 253 €	590 017 €	673 764 €	756 167 €	736 243 €	808 845 €
TOTAL DMG	1 160 270 €		1 429 931 €		1 545 088 €	

2.4.2. Mutualisation avec les collectivités du territoire

2.4.2.1 Service systèmes d'information

⇒ Pack 1 – Expertise

- Actions réalisées : réponses aux demandes d'expertise (assistance à projet, production de cahier des charges, suivi de mise en œuvre)
- Données de facturation : 14,2 jours soit 2 726 € TTC (14,2*192€)
- Commentaires : 14,2 jours c'est très peu comparé aux années précédentes (année de transition SI et priorisation pack3)

⇒ Pack 2 – Antivirus

- Actions réalisées : administration de la solution (suivi des alertes, dépannage, installation sur nouveau poste)
- Données de facturation : 0,1 jour soit 19 € TTC (0,1*192€) et 205 licences soit 2 870 € TTC (205*14€)
- Commentaires : 0,1 jour c'est peu (au réel plutôt 2 jours mais manque de rigueur sur la comptabilisation effective)

⇒ Pack 2 – Sauvegarde

- Actions réalisées : mise en place et administration de la solution mutualisée dans 9 communes sur 21
- Données de facturation : facturation de 13408 € TTC au total pour les 9 communes équipées (répartition en fonction de la quantité à sauvegarder, des équipements et des licences)

⇒ Pack 2 – Pare-feu

- Actions réalisées : incitation à l'acquisition d'un pare-feu physique, cahier des charges et accompagnement à la mise en œuvre
- Enjeux : gros manque de protection des communes non-équipées (cybersécurité), fortement conseillé dans la convention de mutualisation mais pas budgété
- Données de facturation : directement facturé avec les prestataires (~4000€ TTC pour l'achat et la mise en place d'un pare-feu)
- Quantité : 6 communes nouvellement équipées et/ou en cours acquisition (6 communes déjà équipées et 9 communes restant convaincre)

2.4.2.2. Service commande publique

2.4.2.2.1. Les groupements de commandes

Prestation	Montant total HT	CAPLD	Landerneau + CCAS
Maintenance des portes et portails automatiques	61 600 €	40 000,00 €	10 400 €
Fourniture de bureau et scolaire	1 134 200 €	132 000 €	392 000 €
Renouvellement des photocopieurs	211 620 €	44 000 €	120 000 €
Entretien des toitures	664 000 €	240 000 €	220 000 €
Migration et extension du contrôle d'accès	46 000 €	4 700 €	37 900 €
Denrées alimentaires (3 ans)	2 046 000 €	- €	972 000 €

TOTAL 2023	4 163 420 €	420 700 €	1 752 300 €
-------------------	--------------------	------------------	--------------------

2.4.2.2.2. Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage

En 2023, les services techniques et de la commande publique ont produit des prestations pour 12 collectivités dans le cadre de leurs projets.

63 marchés ont été attribués :

- 3 marchés de maîtrise d'œuvre,
- 59 marchés de travaux,
- 1 marché de fourniture.

Type de projet	Nb de marchés	Volume financier
Entretien de la voirie	5	708 345 € HT
Bâtiment	47	4 345 944 € HT
Aménagement	7	1 404 261 € HT
Maîtrise d'œuvre	3	42 030 € HT
Fournitures et services	1	240 000 € HT
Total	63	6 740 580 € HT

3. Bilan 2023 des axes de mutualisation du schéma 2023

3.1. Mise à disposition d'une ressource sociale

Domaine de mutualisation	Compétences/Politiques publiques
Pistes de mutualisation	Ingénierie Sociale
Niveau de priorité	1
Descriptif et objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien aux communes en matière sociale, 1er niveau d'information en lien avec le Centre Départemental d'Action Sociale - Création d'un référentiel commun des acteurs du territoire dans le domaine social
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	Action coordonnée
Impact RH et organisationnel	Ressources déjà existantes au sein de la CA
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Non
Impact financier	Non
Plan d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Ressource sociale mise à disposition des communes depuis septembre 2022 afin d'évaluer les besoins - Rédaction d'un guide "qui fait quoi ?" - Réalisation d'un bilan à 6 mois - Adaptation de l'action à l'issue du bilan
Indicateurs / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Satisfaction des communes - Niveau de recours à l'aide départementale
Calendrier	Courant 2023

Action menée en 2023 :

Une ingénierie sociale a été mise à disposition des communes sur une durée de 6 mois à titre expérimental afin de mesurer un éventuel besoin des communes en matière d'information dans le domaine social. Le service sous cette forme a été peu sollicité et cette expérimentation a pris fin.

3.2. Création d'un réseau de médiathèques

Domaine de mutualisation	Compétences/Politiques publiques
Pistes de mutualisation	Médiathèques
Niveau de priorité	3
Descriptif et objectifs	Créer un réseau de médiathèques et mutualiser les ressources communales
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	Action coordonnée des médiathèques avec appui technique de la CAPLD
Impact RH et organisationnel	
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Non évaluable à ce stade
Impact financier	Non évaluable à ce stade. Aides financières possibles DRAC et CD29.
Plan d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Définition du périmètre et diagnostic du territoire - Réflexion sur les différents niveaux de mise en réseau - Définition des modalités de gouvernance du projet
Indicateurs / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'abonnés - Qualité des échanges du réseau
Calendrier	Démarrage en 2023

Cet axe de mutualisation n'a pas connu de début de mise en œuvre à ce jour.

3.3. Poursuivre la mutualisation des écoles de musique

Domaine de mutualisation	Compétences/Politiques publiques
Pistes de mutualisation	Ecoles de musique
Niveau de priorité	2
Descriptif et objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les deux écoles du territoire - Harmoniser les modes de fonctionnement
Collectivités intéressées	Landerneau, Loperhet
Cadre juridique envisagé	Mise à disposition de personnel
Impact RH et organisationnel	
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Non
Impact financier	Oui, optimisation des moyens humains

Plan d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation du périmètre de la mutualisation - Plan d'harmonisation des pratiques/outils - Mutualisation de moyens humains si opportun - Réflexion sur une tarification commune - Réflexion sur la mise en place de conventions uniques sur le territoire
Indicateurs / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre d'inscriptions - Optimisation du temps agent
Calendrier	Démarrage en 2023

Action menée en 2023 :

Le comité de suivi des écoles de musique s'est réuni le 15 novembre 2023 afin d'identifier les pistes de mutualisation des moyens et d'harmonisation des pratiques entre les deux établissements.

Il ne s'agit pas d'envisager une prise de compétence par la CAPLD mais plutôt que chaque commune conserve la maîtrise de son projet d'établissement et que la CAPLD accompagne les possibles mutualisations.

Il a été convenu de :

- Mener une réflexion en vue de mutualiser le secrétariat et le portail famille,
- Retravailler les tarifs de l'école de musique de Landerneau sur la base des QF CAF afin d'aboutir à une harmonisation des tarifs,
- Harmonisation progressive des tarifs des communes partenaires de l'école de Loperhet sur 2 ans
- Programmer une réunion annuelle du comité de suivi.

3.4. Animation d'un réseau enfance-jeunesse

Domaine de mutualisation	Compétences/Politiques publiques
Pistes de mutualisation	Réseau Enfance-Jeunesse
Niveau de priorité	3
Descriptif et objectifs	- Pérenniser les organisations et financements en matière de coordination Enfance-Jeunesse en fonction des orientations de la CTG (Convention Territoriale Globale)
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	Action coordonnée avec appui technique de la CAPLD, éventuellement mise à disposition de personnel entre communes
Impact RH et organisationnel	

<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Non évaluable à ce stade
Impact financier	Non évaluable à ce stade
Plan d'actions	- Réflexion à mener en lien avec les élus et agents concernés en fonction des orientations de la CTG
Indicateurs / évaluation	-Stabilité des organisation et financements
Calendrier	Réflexion à mener en 2023, mise en œuvre à suivre

Cet axe de mutualisation n'a pas connu de début de mise en œuvre en 2023. Toutefois, la réflexion a été relancée en fin d'année à l'initiative de la CAF.

3.5. Poursuivre la mutualisation du service informatique

Domaine de mutualisation	Compétences/Politiques publiques
Pistes de mutualisation	Poursuivre la mutualisation de l'informatique
Niveau de priorité	1
Descriptif et objectifs	- Mettre en œuvre le pack 3 (service support) sur l'année 2023 - Réflexion à mener avec les communes à partir de 2024 pour la mise en œuvre des packs 4 (applicatifs métiers), 5 (formations) et 6 (usages citoyens) à partir de 2024
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	Service commun
Impact RH et organisationnel	A adapter en fonction des adhésions
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Oui, nombre d'ETP à définir en fonction du nombre de communes adhérentes
Impact financier	Refacturation aux communes adhérentes
Plan d'actions	- Mise en place du service support : nombre de communes adhérentes connu d'ici fin 2022, nombre d'ETP à définir en fonction ouverture du service aux communes au printemps 2023 - Etudes à mener pour la mise en place des pack 4, 5, 6 à partir de 2024
Indicateurs / évaluation	-Satisfaction des communes - Nombre d'interventions
Calendrier	Pack 3 mis en œuvre en 2023, autres packs à suivre

Action menée en 2023 :

Le pack 3 « préventif » de la mutualisation informatique a été mis en œuvre en 2023 avec le déploiement du service support sur 7 communes.

⇒ Actions réalisées :

- Recrutement d'une technicienne infrastructure dédiée à la mutualisation,
- Intégration de 5 communes au support informatique commun et 2 autres communes en cours d'intégration,
- Visites de lancement et période d'intégration (5 visites en moyenne) : collecte d'informations, installation d'outils, mise en conformité,
- Visites de restitution de l'état des lieux et mise en œuvre des préconisations : mise en place de nouveaux équipements et de nouvelles solutions de sécurité,
- Données de facturation : prestations facturées à hauteur de 7 399 €TTC pour 5 communes intégrées au support commun (calcul au prorata vis-à-vis des dates de lancement).

3.6. Renforcer l'ingénierie en matière de recherche de financement

Domaine de mutualisation	Fonctions support
Pistes de mutualisation	Subventions
Niveau de priorité	1
Descriptif et objectifs	Accompagner les communes dans la constitution des dossiers de demande de subvention et les connaissances des dispositifs
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	Action coordonnée
Impact RH et organisationnel	
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Non
Impact financier	Non
Plan d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Partage des connaissances : création d'un support partagé recensant les projets des communes et les financements obtenus - Partage des contacts : création d'un support partagé - le niveau d'accompagnement existant est jugé satisfaisant
Indicateurs / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Satisfaction des communes - Autonomie d'utilisation de l'outil par les communes
Calendrier	1er semestre 2023

Action menée en 2023 :

Des temps d'échange et d'information sont organisés de façon trimestrielles entre les services de la CAPLD et les DGS et secrétaires généraux. A cette occasion, les différents dispositifs de financement sont présentés et des points d'étape sur les demandes de subvention sont réalisés.

L'interlocuteur CAPLD est clairement identifié et sollicité par l'ensemble des communes.

Il a déposé 15 dossiers de demandes de subventions en 2023 pour le compte des communes du territoire.

3.7. Création d'une ingénierie juridique

Domaine de mutualisation	Fonctions support
Pistes de mutualisation	Juridique
Niveau de priorité	1
Descriptif et objectifs	- Besoin d'un accompagnement/contrôle dans l'élaboration des actes juridiques des mairies
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	A définir : prestations ou service commun
Impact RH et organisationnel	
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Oui, besoin à définir
Impact financier	
<i>Dépenses</i>	Non évaluable à ce stade
<i>Recettes</i>	Refacturation aux communes utilisatrices
Plan d'actions	- Définir finement le besoin et le cadre d'intervention du service (conventions, délibérations, contrats, accompagnement quotidien) - Définir les modalités organisationnelles et d'intervention
Indicateurs / évaluation	- Nombre de sollicitations par les communes - Indice de satisfaction des communes
Calendrier	Réflexion à mener en 2023, mise en œuvre à suivre en 2024

Action menée en 2023 :

Le recours à un prestataire extérieur est privilégié afin de permettre un accompagnement des collectivités sur des thématiques très diverses et d'un degré de complexité variable.

La proposition d'une société de conseil juridique a été étudiée et proposée aux communes. Bien que le principe et le contenu de la prestation aient suscité l'adhésion des collectivités, son coût élevé n'a pas permis d'aboutir à un accord.

Il est rappelé qu'un groupement de commandes « assistance et conseil juridique » existe à l'échelle du territoire depuis 2015.

3.8. Poursuivre la dynamique des groupements de commandes

Domaine de mutualisation	Fonctions support
Pistes de mutualisation	Groupement de commandes
Niveau de priorité	1
Descriptif et objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite du système en place, avec approfondissement des sujets compatibles - Conseil juridique pour aider à la définition des enjeux et à la bonne appréhension/mise en application des recommandations
Collectivités intéressées	Toutes selon les sujets
Cadre juridique envisagé	Action coordonnée
Impact RH et organisationnel	
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Non
Impact financier	Economie pour le groupement selon les sujets
Plan d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser les remontées d'informations de la part des communes - Poursuivre le travail d'identification des groupements possibles
Indicateurs / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupements de commande - Comparaison des prix avant / après
Calendrier	Immédiate

Lors des réunions trimestrielles entre les services de la CAPLD et les DGS et secrétaires généraux, un point d'étape sur les procédures en cours et à venir est systématiquement présenté. Les communes sont invitées à faire état de leurs besoins communs afin d'échanger sur l'opportunité de formaliser un groupement de commandes.

3.9. Elaboration d'un plan de formation commun

Domaine de mutualisation	Fonctions support
Pistes de mutualisation	Plan de formation
Niveau de priorité	1
Descriptif et objectifs	Renforcer la coordination existante en matière de formation, en lien avec les besoins des communes et de la CA
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	Action coordonnée
Impact RH et organisationnel	Temps sur un ETP déjà existant
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non

<i>Recrutements</i>	Non
Impact financier	Non
Observations, opportunités et points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> - Réorganisation du recensement des offres de formation, par thème et par sujet à l'échelle du territoire - Faire venir des formations sur le territoire - Etablir un plan de recensement des besoins
Indicateurs / évaluation	- Nombre de formations suivies en commun
Calendrier	2024

Cet axe de mutualisation n'a pas connu de début de mise en œuvre à ce jour.

3.10. Accompagner le renforcement du réseau des agents du territoire

Domaine de mutualisation	Fonctions support
Pistes de mutualisation	Espace d'échanges pour les responsables/secrétaires de mairie
Niveau de priorité	2
Descriptif et objectifs	Elargir à toutes les communes le système de partage déjà en place sur le plateau (outil Nextcloud)
Collectivités intéressées	Toutes
Cadre juridique envisagé	Action coordonnée + convention avec les communes extérieures
Impact RH et organisationnel	
<i>Mises à disposition / transfert</i>	Non
<i>Recrutements</i>	Non
Impact financier	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de deux demi-journées de formation à l'outil - Hébergement potentiel par la DSI de la CA
Observations, opportunités et points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'intégration du territoire - Participation de toutes les communes
Indicateurs / évaluation	- Intensité d'utilisation de l'outil
Calendrier	Calendrier à définir entre la CA et les communes utilisatrices

Action à mener en 2024 :

La CAPLD propose d'équiper l'ensemble des DGS et secrétaires généraux d'un outil informatique (licence Teams –M365) facilitant les échanges et le partage de documents, et s'engage à prendre en charge cette dépense chaque année.